

La voix de l'opposition de gauche

Le 19 mai 2017

CAUSERIE

On se détend un peu.

Hier soir, la jeune femme tamoule qui habite en face de chez moi, Kagelvéli, a remis à ma compagne Selvi une photo de Macron embrassant sa nounou qu'elle avait découpée dans un journal indien en tamoul, elle n'en revenait pas de la différence d'âge qu'il y a entre eux, Selvi s'écriant, c'est sa maman, c'est dégueulasse ! J'ai aussitôt pensé en me marrant à la sortie de Berlusconi que les médias ont brocardé en l'accusant de sexisme, alors qu'il se tape des putes qui ont 40 ans de moins que lui, mais au moins il n'en a épousé aucune, l'honneur est sauve, morale ou jugement épiscopal oblige !

C'est intéressant de constater qu'une femme ultra arriérée peut adopter des principes ou des valeurs qui sont apparus au cours du développement de la civilisation humaine, alors qu'une femme évoluée, une aristocrate ou fille d'industriels, ex-épouse d'un banquier, visiblement perturbée psychologiquement, frustrée à force d'être blasée, en viendra à laisser libre cours à son instinct primaire ou animal, à ses fantasmes décomplexés.

L'attitude (dominatrice) de cette femme qui considère que rien ne doit entraver la satisfaction de ses désirs, témoigne de la décadence d'un régime à bout de souffle, alors que celle de cette femme ultra arriérée s'inscrit dans le cadre d'un processus en cours ou inachevé, où certaines règles ou valeurs jouent encore un rôle progressiste. Autrement dit, cette femme arriérée sera amenée à progresser, c'est déjà le cas des femmes plus jeunes qu'elle, Selvi à 47 ans, alors que la femme évoluée est vouée à régresser. En quelque sorte l'attitude de ces deux femmes correspond à l'orientation de la situation économique et politique de la France et de l'Inde.

Mais qu'on ne se fasse pas d'illusions, sous le règne du capitalisme elles connaîtront dans l'avenir le même tragique destin. Les droits concédés aux femmes par le capitalisme ne devaient servir qu'à les exploiter au même titre que les hommes, tout en aliénant leur personnalité et non pas pour qu'elles s'épanouissent, leur émancipation de la domination des hommes a été conçue pour qu'elles se retrouvent sous la coupe du capitalisme, mais cette fois, seules pour l'affronter, donc plus faibles ou vulnérables.

- [La causerie du 18 mai 2017 au format pdf.](#)

Ils assument, iront-ils jusqu'au bout ?

Le recyclage des déchets fanatiques de l'Union européenne et de la guerre.

Un gouvernement de transfuges, de traîtres, prêts à transgresser toutes les règles établies par fidélité envers leur ambition dévorante et insatiable, les hommes de main de l'oligarchie, par définition destinés à exécuter des besognes souvent basses ou criminelles.

Tu m'as appris ce qu'est le monde ! Ô monde des intérêts, de la ruse, de la politique et des perfidies, à nous deux maintenant ! (Balzac, les Ressources de Quinola)

Ils savent quelle cause scélérate ils vont servir, et les ministres n'ont pas été désignés par hasard. Je n'ai pas eu le temps d'examen chacun de leur cas, cependant je me suis aperçu que certains avaient en commun d'avoir été humiliés, et que leur fournir l'occasion de se venger pourrait les conduire à accomplir leur sale besogne avec zèle.

Leur consanguinité les rend apte à tous les crimes. Et qui doivent-ils assassiner ? Le peuple.

Il est très tard et je viens de regarder un épisode des aventures du célèbre détective belge d'Agatha Christie, Hercule Poirot, qui m'inspire visiblement.

Ce qui rend si attractive ou passionnante ses petites histoires, c'est l'ingéniosité avec laquelle des criminels mettent en scène leurs mauvaises intentions tout en déployant une batterie d'artifices pour les dissimuler et ainsi défier ou mettre en échec la logique, sachant que c'est ce qui fait le plus défaut à la plupart des gens dont les policiers.

Cependant l'art consommé de l'intrigue ou le scénario le plus ingénieux imaginé comportera des imprévus ou présentation des imperfections au moment de sa réalisation qui échapperont à son auteur, mais pas à un fin observateur qui s'acharnera à les découvrir. Finalement, c'est l'assurance du malfaiteur ou du criminel d'agir selon une logique parfaite qui le perdra.

Quelque part Macron incarne la même chose, c'est le même procédé qu'il met en oeuvre pour berner le peuple, il défie la logique, sachant que le peuple en manque singulièrement, il rassemble la droite et la gauche qui incarnent des classes et des intérêts opposés en lui faisant croire que ce sera pour le bien commun ou général, alors qu'en réalité il oeuvrera uniquement pour le compte de la classe dominante et contre la classe dominée.

Confondre une logique qui est le produit d'une construction ou d'un montage intellectuel, d'un concept idéologique, et la logique de la lutte des classes va réserver bien des surprises à Macron et sa cour de bras cassés.

Le centrisme, c'est le dépassement de la droite ou la droite extrême avançant sous différents masques : modéré, humaniste, de gauche ou démocrate. Cela se traduit en pratique par la confusion savamment entretenue entre valeurs ou morale et l'intérêt général qu'il prétend servir, en réalité le capital, les uns servant sournoisement à justifier l'autre.

Ce qui définit le centrisme, ce sont aussi les moyens fallacieux, malicieux ou sournois auxquels il recourt pour enrober son discours populiste et camoufler sa véritable nature ou ses réelles intentions.

Le centrisme, de droite à l'origine, n'aura aucun mal à se lier à la gauche de droite, pour finalement rester fidèle à son origine. Sa trajectoire ou son orientation correspondra aux besoins du capitalisme sur le plan institutionnel, ce qui l'amène logiquement à se présenter aujourd'hui sous la forme du corporatisme.

Le centrisme n'existe pas en tant que courant politique indépendant. Il est le lien social entre la droite et la gauche de collaboration de classes conduisant au corporatisme, donc menant au fascisme ou réalisant le programme du fascisme sans que le parti de l'extrême droite ne participe au gouvernement.

Le centrisme est donc par nature amené à devenir le pôle de regroupement de l'extrême droite néolibérale, les pires ennemis de la classe ouvrière.

François Bayrou a créé fin février 2006 avec la New Democrat Coalition américaine, composante parlementaire du Parti démocrate, une « internationale », ou plutôt une Alliance mondiale des démocrates. (Source : wikipedia.org)

Pendant des décennies et des décennies jusqu'à nos jours nos dirigeants n'ont cessé de marteler que la classe ouvrière n'avait pas été défaite, alors qu'en réalité elle avait enregistré tellement de reculs et de défaites, elle avait perdu tellement d'acquis ou de droits sociaux et politiques qu'elle en était rendue finalement au même point, par étapes et non brutalement ou d'un coup, par le biais du réformisme et de la collaboration de classes auxquels recourra le mouvement ouvrier en s'assurant les services du PS pour connaître à l'arrivée le sort auquel il le destinait.

A l'arrivée on s'aperçoit qu'étape par étape la réaction parvient à ses fins ou à réaliser ses objectifs dans tous les domaines. Pourquoi l'occulter ou le nier, pourquoi ne pas en tenir compte, pourquoi ne pas s'en tenir aux faits, à la réalité ? Peut-être parce qu'elle ne correspond pas à l'interprétation qu'on en a donné, et qui servait à justifier une politique opportuniste ou des intentions inavouables.

Si vous voulez en savoir plus sur le centrisme en France :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Centrisme_en_France
<http://www.centrisme.free.fr/prod04.htm>
<http://www.lecentrisme.com/p/histoire-du-centrisme-en-france.html>

A savoir :

François Bayrou a créé fin février 2006 avec la New Democrat Coalition américaine, composante parlementaire du Parti démocrate, une « internationale », ou plutôt une Alliance mondiale des démocrates.

La liste complète des figurants du gouvernement

- Découvrez qui sont les membres du gouvernement d'Edouard Philippe - franceinfo

Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur

Age : 69 ans

Parti politique : PS

Investi en politique depuis plus de 40 ans, Gérard Collomb n'incarne pas vraiment le renouvellement cher à Emmanuel Macron. Député de 1981 à 1988, sénateur depuis 1999 et maire de Lyon depuis 2001, il n'a toutefois jamais occupé de poste ministériel. Surtout, il est le premier élu local de poids à avoir soutenu Emmanuel Macron. Sa ville est par ailleurs considérée par plusieurs observateurs comme un laboratoire du "macronisme" économique.

Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire

Age : 62 ans

Parti politique : aucun

Cette fois-ci, c'est la bonne. Après plusieurs rendez-vous manqués avec la politique, Nicolas Hulot prend enfin la tête du grand ministère qui lui était promis de longue date. Un poste qu'il a refusé une première fois en 2002, puis en 2016. Entre-temps, le créateur de l'émission "Ushuaïa" a failli se présenter à la présidentielle de 2007 (avant de renoncer), à celle de 2012 (battu par Eva Joly

lors de la primaire écologiste) et a songé à partir à la bataille en 2017. Dans l'entre-deux-tours, Nicolas Hulot, qui n'avait pas pris parti pendant la campagne, a appelé dans Le Monde à voter Macron par "raison" et non par "adhésion", accusant le candidat de n'avoir "pas pris la mesure de l'exigence de solidarité dans laquelle se trouvent le pays, l'Europe et le monde".

François Bayrou, ministre de la Justice

Age : 65 ans

Parti politique : MoDem

L'actuel maire de Pau a derrière lui une longue expérience politique : près de 20 ans de mandats à l'Assemblée nationale, neuf années à la tête du conseil général des Pyrénées-Atlantiques... François Bayrou a aussi été ministre de l'Education nationale dans les gouvernements d'Edouard Balladur puis d'Alain Juppé, de 1993 à 1997. Surtout, il a été candidat à trois reprises à la présidentielle, en 2002, 2007 et 2012, avec la volonté d'incarner "un centre indépendant".

Sylvie Goulard, ministre des Armées

Age : 52 ans

Parti politique : MoDem

Diplômée de Sciences Po et de l'ENA, Sylvie Goulard a une carrière politique entièrement tournée vers les questions européennes. Eurodéputée depuis 2009 (élue sur la liste UDI-MoDem), elle a aussi conseillé le président de la Commission européenne, Romano Prodi, entre 2001 et 2004. Elle a choisi de soutenir Emmanuel Macron dès sa déclaration de candidature, au mois de novembre. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Age : 69 ans

Parti politique : PS

Ministre de la Défense durant tout le quinquennat de François Hollande, Jean-Yves Le Drian a supervisé les opérations extérieures menées par l'armée française contre les groupes jihadistes au Sahel, en Irak et en Syrie. Des missions qui ne sont à ce jour pas terminées et sur lesquelles il continuera à avoir un œil depuis le Quai d'Orsay. Expérimenté, sérieux et apprécié à gauche comme à droite, il est un atout de poids pour le président Macron, qui n'est pas un spécialiste des questions de défense. Richard Ferrand, ministre de la Cohésion des territoires

Age : 54 ans

Parti politique : PS

De tous les politiques qui entourent Emmanuel Macron, Richard Ferrand en est le plus proche. Entre les deux hommes, la confiance se noue dès l'été 2014, lorsque le député du Finistère, inquiet de la réforme des professions réglementées, est reçu par le nouveau ministre de l'Economie. Le courant passe immédiatement et l'ancien aubryste tombe sous le charme. Nommé rapporteur général de la loi Macron, Richard Ferrand gagne la confiance de son nouveau mentor, qui lui confie le secrétariat général de son mouvement, En marche !. A ce poste, il devient un rouage essentiel de la campagne victorieuse d'Emmanuel Macron. Deux jours après le second tour, il annonce qu'il quitte le Parti socialiste, auquel il avait adhéré en 1980.

Agnès Buzyn, ministre de la Santé

Age : 54 ans

Parti politique : aucun

Médecin spécialiste d'hématologie, d'immunologie des tumeurs et de la transplantation, Agnès Buzyn occupe depuis mai 2016 le poste de présidente de la Haute Autorité de santé. Par le passé, elle a également présidé le conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et dirigé l'Institut national du cancer.

Françoise Nyssen, ministre de la Culture

Age : 65 ans

Parti politique : aucun

D'origine belge, Françoise Nyssen dirige la maison d'édition Actes Sud, basée à Arles (Bouches-du-Rhône). On ne lui connaît pas d'engagement politique, mais avant le second tour, elle avait publié un texte dans lequel elle écrivait : "Dimanche, je voterai avec détermination et joie pour Emmanuel Macron", reconnaissant au candidat d'En marche ! d'avoir "mis la culture en première position de son programme".

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie

Age : 48 ans

Parti politique : Les Républicains

Haut fonctionnaire formé à l'Ecole normale supérieure, Sciences Po et l'ENA, Bruno Le Maire a commencé sa carrière politique auprès de Dominique de Villepin, duquel il a fini par s'émanciper. Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes puis ministre de l'Agriculture sous Nicolas Sarkozy, il a tenté (sans succès) d'incarner le renouveau au sein de sa famille politique, en se présentant à la présidence de l'UMP en 2014 puis à la primaire de la droite en 2016. Entre les deux tours de la présidentielle, le député de l'Eure a été l'un des premiers élus LR à se dire prêt à contribuer à une majorité autour d'Emmanuel Macron.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail

Age : 62 ans

Parti politique : aucun

Muriel Pénicaud a travaillé comme dirigeante dans de nombreux grands groupes comme Danone ou Dassault Systèmes, deux entreprises dans lesquelles elle a notamment été en charge des ressources humaines. Le ministère du Travail ne lui est pas inconnu, puisqu'elle a travaillé au cabinet de Martine Aubry entre 1991 et 1993.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education

Age : 52 ans

Parti politique : aucun

Professeur de droit public, Jean-Michel Blanquer est un proche du sénateur Les Républicains François Baroin, qu'il connaît depuis le CM2, selon Le Monde. Il a été en 2006 directeur adjoint du cabinet de Gilles de Robien, alors ministre de l'Education nationale au sein du gouvernement de Dominique de Villepin. Il a ensuite été directeur général de l'enseignement scolaire au ministère, de décembre 2009 à novembre 2012, avant de prendre en 2013 la direction générale de l'Essec, une grande école de commerce. Dans une chronique publiée dans Le Point en mai, il saluait la "troisième voie" prônée par Emmanuel Macron en matière d'éducation.

Jacques Mézard, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

Age : 69 ans

Parti politique : Parti radical de gauche

Ancien adjoint au maire d'Aurillac et conseiller général du Cantal, Jacques Mézard est sénateur du Cantal depuis septembre 2008. Cet élu du Parti radical de gauche préside le groupe Rassemblement démocratique et social européen au palais du Luxembourg. "Emmanuel Macron, c'est le choix d'une nouvelle génération capable de réussir la nécessaire modernisation de la vie politique, de briser le clivage gauche-droite souvent artificiel", écrivait-il en janvier dans un appel adressé à ses camarades de centre-gauche.

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics

Age : 34 ans

Parti politique : Les Républicains

Fidèle de Xavier Bertrand, le maire de Tourcoing (Nord) est l'un des nouveaux visages de la droite, qui était promis à un rôle important au sein de son parti. Depuis la victoire d'Emmanuel Macron et la nomination d'Edouard Philippe à Matignon, il avait multiplié les appels du pied. Dans un tweet il a ainsi salué "la décision du président de la République d'avoir dépassé les clivages politiques au service de notre pays".

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Age : 53 ans

Parti politique : aucun

Professeur de génétique et de biologie moléculaire, Frédérique Vidal a dirigé la faculté des sciences de l'université Nice Sophia Antipolis de 2009 à 2012, avant de prendre la présidence de l'ensemble de l'établissement. Elle avait été réélue en 2016 pour un nouveau mandat de quatre ans à la tête de l'université.

Annick Girardin, ministre des Outre-mer

Age : 52 ans

Parti politique : Parti radical de gauche

Ce nom vous dit sans doute quelque chose : Annick Girardin occupait déjà des fonctions sous le gouvernement Valls (secrétaire d'Etat à la Francophonie, puis à la Fonction publique, sans oublier une participation importante des négociations à la COP21). L'élue de Saint-Pierre-et-Miquelon, engagée au Parti radical de gauche, était la première habitante de l'île à atteindre un poste

ministériel. "Elle avait une bonne réputation sur les questions d'outre-mer", confie au JDD Gaspard Gantzer, membre de la garde rapprochée de François Hollande. Reste un handicap pour monter plus haut sur les questions internationales : sa LV1 anglais. "J'accumulais les zéros en anglais au collège", confie-t-elle cash.

Laura Flessel, ministre des Sports

Age : 45 ans

Parti politique : aucun

Laura Flessel n'est pas la première championne olympique nommée au ministère des Sports. Avant elle, David Douillet ou Alain Calmat avaient occupé le poste. Mais jamais aussi jeune que "la Guêpe", 45 ans, qui a décroché des médailles aux Jeux d'Atlanta (1996), Sydney (2000) et Athènes (2004). Le nom de l'escrimeuse n'avait pas circulé pour prendre le portefeuille, conséquence peut-être de son absence d'engagement politique, si ce n'est derrière la candidature de Paris 2024.

Elisabeth Borne, ministre chargée des Transports

Age : 56 ans

Parti politique : aucun

Quoi de plus logique que de nommer la directrice de la RATP au ministère des Transports ? Elisabeth Borne avait commencé en 2015 un mandat à la tête de la régie des transports en commun parisiens après un passage au ministère de l'Ecologie (qui comprenait les Transports) avec Ségolène Royal. Par le passé, elle avait aussi fréquenté les cabinets de Lionel Jospin à Matignon, celui Jack Lang rue de Valois et la garde rapprochée de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris. Cette polytechnicienne connaît bien les rouages de la fonction publique, puisqu'elle a aussi occupé le poste de préfète de la région Poitou-Charentes. Reste à savoir si celle qui se rendait au travail tous les matins en métro pour montrer l'exemple va garder cette habitude...

Marielle de Sarnez, ministre déléguée aux Affaires européennes

Age : 66 ans

Parti politique : MoDem

C'est la plus proche collaboratrice de François Bayrou, dont elle a dirigé le cabinet quand celui-ci était ministre de l'Education nationale. Elle est entrée en politique pour soutenir la candidature de Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974. Elle a ensuite travaillé auprès de différents responsables de l'UDF, comme Simone Veil ou Raymond Barre. Députée européenne depuis 1999, elle est aujourd'hui candidate aux législatives dans la 11e circonscription de Paris.

Christophe Castaner, secrétaire d'Etat en charge des Relations avec le Parlement

Age : 51 ans

Parti politique : PS

Maire socialiste de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) depuis 2001 et député depuis 2012, il a soutenu Emmanuel Macron avant même qu'il ne se déclare officiellement candidat à la présidentielle. Rapporteur de la loi Macron à l'Assemblée nationale en 2015, Christophe Castaner

a subi une lourde défaite aux régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'obligeant à retirer sa liste au profit de celle de Christian Estrosi pour faire barrage au Front national. Début mars, il a annoncé qu'il se mettait en congé du PS pour se ranger pleinement derrière Emmanuel Macron.

Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité des femmes et des hommes

Age : 34 ans

Parti politique : En marche !

Cette féministe est responsable du pôle "égalité femmes-hommes" d'En marche ! Blogueuse, elle a fondé le réseau Maman travaille, qui milite notamment sur les thèmes de la conciliation vie professionnelle-vie personnelle et de l'égalité parentale. Elle a travaillé au cabinet de Laurence Rossignol, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, pendant quelques mois en 2016. Adjointe au maire socialiste du Mans depuis 2014, Marlène Schiappa a cofondé le "mouvement des élu-e-s français-es pour l'égalité" et a rejoint le mouvement d'Emmanuel Macron dès le début de la campagne présidentielle.

Sophie Cluzel, secrétaire d'Etat chargée des Personnes handicapées

Age : 56 ans

Parti politique : aucun

Sur un thème dont il avait fait sa carte blanche au cours du débat d'entre-deux-tours, Emmanuel Macron a choisi une militante engagée de longue date dans la lutte pour l'intégration des personnes handicapées. Cette mère de quatre enfants, dont une fille trisomique, a fondé différentes associations de scolarisation d'enfants handicapés dont le collectif SAIS92 et l'association Grandir à l'école. Présidente de la Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap (FNASEPH) depuis 2011, elle a organisé en 2012 le premier Grenelle de l'intégration des jeunes handicapés dans la société.

Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat chargé du Numérique

Age : 33 ans

Parti politique : En marche !

C'est l'un des hommes du président. Lui qui avait activement participé à la campagne numérique de Ségolène Royal en 2007 et de François Hollande en 2012 est devenu directeur de la campagne numérique d'Emmanuel Macron. Pour rejoindre En marche !, il a quitté en 2016 la présidence du Conseil national du numérique, où il avait été nommé par François Hollande. Mounir Mahjoubi est le co-fondateur de plusieurs start-up comme Equanum, La Ruche qui dit oui ! ou French bureau. Il est investi pour les législatives sous l'étiquette La République en marche dans la 16e circonscription de Paris. franceinfo 17.05

Qui a dit ?

- Macron « se présente en tribun adepte d'un populisme désinvolte », qui « n'assume rien mais promet tout, avec la fougue d'un conquérant juvénile et le cynisme d'un vieux routier ». « De quoi restera-t-il le nom ? » . « D'une révolution manquée ou d'une victoire éclair ? D'une trahison misérable ou d'une ambition démesurée ? »

Réponse : Édouard Philippe dans une chronique dans Libération en janvier 2017.

- « Emmanuel Macron est le candidat sans projet car c'est le candidat sans convictions : il change de discours suivant l'auditoire »

Réponse : Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, le 19 février dernier, sur Europe 1, il écrivait Macron vertement. (lexpress.fr 17.05)

- "M. Macron n'aura pas de majorité [...] Loin d'être le remède d'un pays malade, il sera au contraire son poison définitif"

Son élection, estimait-il, "précipiterait la France dans l'instabilité institutionnelle et conduirait à l'éclatement de notre vie politique. Alors dans ce vide, le populisme le plus abject arrivera, celui de Mme Le Pen", disait-il aussi, après avoir décrit le "populisme light" d'Emmanuel Macron : "Un populisme chic, avec un beau sourire, de beaux costumes, une belle histoire." Le qualifiant de "pur produit du système", il attaquait aussi un candidat qui "ne sort jamais de l'ambiguïté. Il promet tout, finance tout, rembourse tout : les lunettes, les prothèses auditives et les soins dentaires ! C'est Noël avant l'heure".

Réponse : Gérald Darmanin, le nouveau ministre de l'Action et des Comptes publics

En complément.

Coup d'Etat et monarchie héréditaire.

- "6 points communs qui relient Emmanuel Macron et Louis-Napoléon Bonaparte" - Le Huffington Post

- Bayrou avait pourtant promis au moins 4 fois de ne pas entrer dans un gouvernement - Le Huffington Post

- La droite aux affaires, la gauche en vitrine - Liberation.fr

- Ces ministres qui exécutaient Macron - LePoint.fr

- Édouard Philippe, un député cancre à Matignon - LePoint.fr

Peu présent à l'Assemblée, réticent sur la transparence, opposé aux projets défendus par Macron..., le maire du Havre n'est pas le député le plus exemplaire. LePoint.fr 17.05

[En oligarchie en famille. Ah ces syndicats indépendants ! Mailly en appelle à "la concertation"... pas à la mobilisation.](#)

Jean-Claude Mailly : la nomination de Muriel Pénicaud au ministère du Travail est "plutôt rassurante" - AFP 17.05

Muriel Penicaud, 62 ans, a été nommée ministre du Travail dans le gouvernement d'Édouard Philippe, mercredi 17 mai. Sur franceinfo, Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière, a estimé que cette nomination était "plutôt rassurante".

La nouvelle ministre "a une grande expérience à la fois en cabinet ministériel, puisqu'elle fut au cabinet de Martine Aubry lorsqu'elle était ministre du Travail, et à la fois comme DRH de grandes entreprises, dont Danone qui est une entreprise réputée sur sa dimension sociale", a-t-il indiqué.

Selon Jean-Claude Mailly, Muriel Penicaud est quelqu'un "de direct, qui dit les choses et qui a une connaissance à la fois technique et politique des dossiers". Le secrétaire général de FO rappelle que la nouvelle ministre n'est pas la seule à décider, et que "c'est la ligne globale de la politique économique et sociale qui va peser".

Jean-Claude Mailly en appelle à la concertation

Le programme d'Emmanuel Macron comporte "volontairement des zones d'imprécisions, voire de flou, estime Jean-Claude Mailly. Cela mérite des éclaircissements". Le secrétaire général de FO souligne que le nouveau président a "une responsabilité immense".

"S'il veut que les choses se passent bien, il n'a pas intérêt à cliver socialement, prévient-t-il. Cela veut dire qu'il faut de véritables concertations et tenir compte de ce que disent les organisations syndicales. Est-ce que l'on est prêt à une véritable concertation, à bouger les lignes, ou est-ce que l'on veut passer en force ? Espérons que c'est la concertation qui l'emportera." Francetv info 17.05

Quel imposteur ! Ouf, on en connaît qui doivent être soulagés ! Les travailleurs eux ont le droit de s'inquiéter.

Les faussaires ou la machine à fabriquer du consentement tourne à plein régime.

Six Français sur dix approuvent le nouveau gouvernement - L'Express.fr

D'après une enquête Elabe réalisée pour BFMTV, 61% des Français sondés se disent satisfaits de la composition du premier gouvernement du quinquennat Macron. L'Express.fr 17.05

REM en tête des intentions de vote, loin devant LR-UDI et FN - Reuters

Trente-deux pour cent des Français sont prêts à voter pour le mouvement d'Emmanuel Macron et le MoDem aux élections législatives, 19% pour Les Républicains et l'UDI, 19% pour le Front national, 15% pour La France insoumise et 6% pour le Parti socialiste, selon un sondage Harris Interactive publié jeudi. Reuters 17.05

Sur le Parti de gauche.

- "L'avenir en commun"... avec Macron, non merci !

Philippe Juraver, 28 avril : "La trahison se pare toujours des plus encourageantes promesses sans lendemain"... il arrive même qu'elle les devancent !

Pour une majorité France Insoumise les 11 et 18 juin ! - Parti de Gauche le 10 Mai 2017

- "Après la majorité pour battre Le Pen, construisons une majorité pour l'Avenir en commun", c'est une manière comme une autre d'avouer avoir participé à la mystification "la majorité pour battre Le Pen"...

Ils osent proclamer que "le goût du bonheur reste contagieux", à croire qu'ils partagent celui de Macron et sa cour.

Ces gens-là sont heureux, vous non, c'est que vous ne vivez pas dans le même monde que les dirigeants du PG...

Information-désinformation. A propos du Venezuela

- L'information modulée selon certains intérêts par Oscar Fortin -14 mai 2017

La vérité des faits passe au second plan.

Cette question de l'information-désinformation (<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Desinformation.htm>) revient de plus en plus sur les réseaux sociaux. Je voudrais laisser la parole à certains grands spécialistes et à certaines organisations dont le but premier est justement de décoder les tactiques et manoeuvres utilisées pour donner au mensonge l'allure de la pure vérité.

Dans un article publié en 2016 sur le site Armand Colin

(<http://www.armand-colin.com/information-desinformation-comment-savoir>) la problématique de l'information-désinformation est présentée de la façon suivante :

« Comment se forger une opinion sur les informations que l'on reçoit sur les réseaux, dans les médias ? Comment agit la désinformation et quel risque représente-t-elle pour la société... Dans La désinformation : les armes du faux (<http://www.armand-colin.com/la-desinformation-les-armes-du-faux-9782200601362>) (Armand Colin, 2016), François-Bernard Huyghe (<http://www.armand-colin.com/francois-bernard-huyghe>), expert de l'information et de la stratégie, présente la genèse de la désinformation, la resitue dans l'histoire des sociétés, analyse ses mécanismes profonds. Alors que nous sommes submergés par les informations vraies ou fausses, voici un ouvrage salutaire, qui, s'il ne se veut pas rassurant, nous avertit et nous permet de prendre pleinement conscience du phénomène. »

Dans les temps que nous vivons où peuples et nations se disputent leurs droits et pouvoirs, les médias de toute nature deviennent une arme de premier plan pour convaincre l'opinion publique et l'humanité entière que leurs prétentions sont justes et qu'elles répondent aux grandes valeurs dominantes de nos sociétés. Déjà, beaucoup a été écrit sur l'usage de ces médias de la part, évidemment, des plus puissants, pour justifier les interventions en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et maintenant, plus près de nous, au Venezuela. Dans ce dernier cas, le Venezuela, l'usage de la désinformation des faits devient pratiquement caricatural.

Je me permets de vous référer à cet article www.investigacion.net/le-departement-detat-usa-financeles-faussees-informations-contre-le-venezuela/#sthash.hLtju3Ni.dpuf récent qui raconte comment tous ces montages se réalisent à l'insu de l'opinion publique qui n'a d'autres références pour décoder les faits. Voici quelques extraits.

« La tâche de financer la confusion, en faveur d'une situation de guerre non conventionnelle contre le Venezuela, est dirigée par le département d'État. C'est ce que montre (<https://www.state.gov/documents/organization/238222.pdf>) la Justification Budgétaire du Congrès (Congressional Budget Justification or CBJ), un rapport annuel fait au Congrès des États-Unis par cet organisme sur ses opérations à l'étranger.

En finançant les médias vénézuéliens, les États-Unis renforcent l'une des armes les plus puissantes contre le chavisme. Mark Weisbrot, un économiste du Centre de Recherche Économique et Politique (Center for Economic and Policy Research), un think-tank de Washington, a affirmé (http://inthesetimes.com/article/3697/no_strings_attached/) que « dans un certain nombre de pays, y compris le Venezuela et la Bolivie, l'USAID agit plus comme une agence impliquée dans des actions secrètes, comme la CIA, que comme une agence d'aide ou de développement. »

Les noms des organisations étrangères spécifiques qui reçoivent ces fonds sont des secrets d'État, exactement comme dans le cas de la CIA. Quand on demande des informations sur les

organisations réceptrices, l'USAID répond qu'elle ne peut « confirmer ou nier l'existence d'antécédents ».

« Le circuit d'élaboration de la fausse information commence avec la déformation d'un fait, immédiatement reprise par les médias internationaux. La note est effacée en 1 à 4 heures, mais l'information continue à tourner sur les réseaux sociaux. Quand on connaît la version réelle, aucun média international ne corrige l'information, tout au moins pas avec la même véhémence. C'est ce qui s'est passé avec plusieurs morts survenues pendant les guarimbas, encore en cours, attribuées à « des collectifs chavistes » (appelés « paramilitaires » par les agents politiques).

Le département d'État a défini la ligne éditoriale des fausses informations : constituer un dossier de terrorisme d'État et de crimes contre l'humanité contre le Gouvernement vénézuélien (en faisant usage de la notion de « collectifs paramilitaires ») pour, de cette façon, aiguïser le siège diplomatique et financier contre lui. Comme cela a été fait contre le Nicaragua, Haïti, la Syrie et la Libye. »

« L'instrumentalisation des fausses informations comme arme d'une guerre psychologique et médiatique leur a servi, entre autres, à provoquer des scénarios d'intervention contre la Lybie et la Syrie. On pourra prendre comme exemple le supposé bombardement de la Place Verte à Tripoli en 2011, ou « l'attaque chimique » du gouvernement syrien la même année. Les mêmes méthodes sont utilisées au Venezuela avec l'obtention des mêmes résultats comme objectif »

Je termine avec cet exemple d'une nouvelle diffusée sur nos médias qui attribuait à l'armée d'avoir utilisé des excréments d'humain contre une opposition paisible. Or, la veille, j'avais suivi sur telesurtv.net le déroulement de ces événements en direct où on voyait ces terroristes payés par l'opposition tirer de ces flacons d'excréments contre les policiers qui assuraient les limites prévues pour les manifestants. À ce moment, leur manifestation se réalisait face à l'Édifice du Ministère de la Justice auquel ils ont causé de nombreux dommages. Nous sommes évidemment loin de la nouvelle qui attribue aux policiers d'avoir utilisé ces excréments contre une opposition pacifique.

La vérité sur ce qui se passe au Venezuela nous est cachée [en partie ? ndlr]. Le pétrole et les mines d'or font l'envie des prédateurs nationaux et internationaux ayant à leur tête l'immense pouvoir dont dispose Washington.

Dernière info

- Violences au Venezuela: Maduro déploie l'armée dans l'ouest - AFP

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a commencé à envoyer 2.600 militaires dans l'Etat de Tachira (ouest), après des pillages et des attaques, alors qu'il est confronté depuis début avril à une vague manifestations ayant fait un 43e mort.

"J'ai ordonné le transfert de 2.000 soldats et 600 agents des opérations spéciales", a déclaré mercredi le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez à la télévision d'Etat VTV, précisant agir à la demande du président socialiste.

Les militaires ont commencé à arriver à Tachira dans la nuit de mercredi à jeudi.

La veille, le chef de l'Etat avait une nouvelle fois prolongé l'état d'urgence économique, en vigueur depuis janvier 2016, qui lui permet de restreindre les "garanties" constitutionnelles et de prendre des mesures spéciales d'ordre social, économique, politique et juridique".

Dans la nuit de mardi et mercredi, des dizaines de commerces ont été saccagés et deux commissariats incendiés à Tachira. M. Maduro a accusé mercredi des "paramilitaires" d'avoir voulu attaquer une unité militaire dans la ville de La Grita (ouest).

Des troubles agitent aussi d'autres régions du pays sud-américain, avec dans l'est de Caracas, à San Antonio Los Altos, des barricades montées par des manifestants encagoulés.

"Nous ne pouvons pas parler de manifestations. Il s'agit d'actions subversives (...) qui virent déjà à l'insurrection armée", a accusé le général Padrino Lopez.

"L'idée est de transformer le Venezuela en une Syrie et (l'Etat de) Tachira en un Alep", a-t-il ajouté, mais "nous n'allons pas permettre que la patrie verse dans la chaos". AFP 18.05

Que reprochent-ils à Trump ? D'avoir fourni des informations sur Daesh à la Russie. Pourquoi, les Etats-Unis protègent-ils Daesh ?

Médias US: un coup d'État se prépare aux États-Unis - sputniknews.com

Depuis son élection, Donald Trump est la cible d'attaques des principaux médias américains. Des attaques qui se nourrissent de fuites au plus haut niveau de l'État, ce qui laisse à penser que Trump serait menacé de destitution. Parmi les accusations portées, celles d'avoir des liens avec Moscou ou de révéler des informations secrètes au Kremlin.

Des rapports récents sur les liens présumés de Donald Trump avec la Russie suggèrent qu'à Washington, l'on s'efforce en permanence de destituer M. Trump. C'est en tout cas ce qu'estime Jake Novak, chroniqueur pour la chaîne CNBS. De plus, le journaliste suppose que Donald Trump est la cible d'un coup d'État.

Jake Novak est convaincu que la fuite d'informations sur ce que M. Trump discute avec Moscou ou de quelles données il a partagé avec son homologue est un plus grand scandale que le simple fait que Président d'un pays partage des informations avec un autre. Il rappelle que ce n'est pas la première fois que des personnes haut placées dans le gouvernement américain tentent de diffuser des informations non confirmées concernant des liens de M. Trump avec Moscou. Le journaliste est sûr que c'est un crime très sérieux.

M. Novak note que toutes ces fuites d'informations sur des liens entre le Président américain et la Russie ont quelque chose en commun. Toutes ont été immédiatement reprises dans de nombreuses déclarations de hauts fonctionnaires et visent à discréditer Donald Trump.

Selon Jake Novak, il y a deux sources possibles pour la fuite de ces informations. La première serait un proche du Président des États-Unis agissant comme « taupe » à la Maison-Blanche. Une autre piste serait à chercher du côté des structures de renseignement du Congrès.

En conclusion, le journaliste souligne qu'en réalité, il n'y a pas une seule preuve de l'une des accusations portées contre Donald Trump. Dans ce cas, toutes les attaques contre le Président des États-Unis ne font que renforcer la détermination de ses partisans, qui ont élu M. Trump, en voyant en lui un ennemi de la classe politique actuelle. sputniknews.com 17.05

- Donald Trump est «foutu» selon plusieurs membres de son administration - Slate.fr

- Maison-Blanche : nouvelle accusation contre Donald Trump - Franceinfo

Chaque jour, un élément vient renforcer le procès en amateurisme contre le nouveau président. Il aurait peut-être commis une faute grave. Franceinfo 17.05

- Etats-Unis : "Donald Trump se dirige droit vers une procédure de destitution" - Franceinfo

L'accumulation d'accusations d'obstruction à la justice, de collusion avec la Russie et de conflits d'intérêts à l'encontre du président américain pourraient déclencher une procédure de destitution, estime le politologue Allan Lichtman.

- Les parieurs en ligne misent sur une destitution de Trump - Reuters

- Etats-Unis: un procureur spécial nommé pour enquêter sur Trump et la Russie - AFP

Le ministère de la Justice a nommé mercredi un procureur spécial pour garantir l'indépendance de l'enquête sur une éventuelle collusion entre des proches de Donald Trump et la Russie, un rebondissement dans cette affaire qui assombrit le mandat du président américain.

Le numéro deux de la Justice, Rod Rosenstein, a annoncé la nomination de Robert Mueller, très respecté directeur du FBI de 2001 à 2013, sous George W. Bush puis Barack Obama. Le ministre de la Justice, Jeff Sessions, proche du président, s'était récusé en mars dans l'enquête sur les ingérences russes dans la campagne présidentielle de 2016.

La nomination vise à isoler les investigations du pouvoir politique en réduisant au minimum la supervision de ce ministère, qui exerce la tutelle du FBI et donc sur les agents qui enquêtent depuis l'été dernier dans cette affaire mêlant politique et espionnage.

Le milliardaire républicain, qui se plaignait encore le matin d'être maltraité par les médias, a réagi sèchement par voie de communiqué, sans mentionner M. Mueller.

"Comme je l'ai dit à de nombreuses reprises, une enquête complète confirmera ce que nous savons déjà: il n'y a eu aucune collusion entre mon équipe de campagne et une entité étrangère", a-t-il déclaré, ajoutant: "Je suis impatient que cette affaire se conclue rapidement".

La nomination représente un revers et une surprise pour la Maison Blanche, pour qui l'enquête actuelle se suffisait à elle-même.

Dans un consensus rare, à l'inverse, élus républicains et démocrates ont applaudi la nomination de M. Mueller.

"Bob était un bon procureur fédéral, un grand directeur du FBI et on ne pourrait pas trouver de meilleure personne pour assumer cette fonction", a déclaré la sénatrice démocrate Dianne Feinstein.

"Mueller est un superbe choix. Un CV impeccable. Il sera largement accepté", a tweeté l'élu républicain Jason Chaffetz. "Un choix excellent", a abondé la sénatrice républicaine Susan Collins.

Concrètement, M. Mueller devient le chef de l'enquête et sera beaucoup plus indépendant qu'un procureur normal ou que le patron du FBI. Il ne peut être démis que pour faute.

Son périmètre d'investigations inclut "tout lien et/ou coordination entre le gouvernement russe et des individus associés à la campagne du président Donald Trump", mais aussi "tout sujet" découlant de ces investigations, ce qui lui donne de facto les coudées franches.

C'est un magistrat équipé de pouvoirs similaires, Kenneth Starr, qui avait failli faire tomber le président Bill Clinton dans l'affaire Whitewater, devenue affaire Monica Lewinsky, dans les années 1990.

Les élus démocrates du Congrès ont crié victoire, bien que certains estiment qu'il ne s'agisse que d'une première étape et réclament la création d'une commission spéciale sur la Russie, au mandat plus large que la stricte enquête policière.

L'opposition réclamait unanimement la nomination d'un procureur spécial depuis le limogeage soudain du directeur du FBI James Comey, le 9 mai, soupçonnant une tentative d'entrave à la justice.

Depuis cette éviction brutale, la presse a rapporté que Donald Trump aurait fait pression sur M. Comey pour qu'il classe le volet de l'enquête concernant Michael Flynn, son éphémère conseiller à la sécurité nationale soupçonné de jeux troubles avec les Russes. Le policier aurait refusé, mais consigné cette conversation dans des notes qui ont commencé à fuiter dans les médias.

M. Comey a été invité à s'expliquer lors d'auditions publiques au Congrès mais n'avait pas encore accepté mercredi soir.

Le milliardaire a aussi admis dans une interview que le limogeage était lié à son exaspération vis-à-vis de l'enquête sur les ingérences russes.

Au Congrès, la majorité républicaine avait rejeté les appels à un procureur spécial mais exprimait depuis des jours son malaise face aux interventions du président dans l'enquête.

L'inquiétude a atteint les milieux d'affaires et Wall Steet a terminé la journée de mercredi sur sa plus forte baisse depuis l'élection de novembre.

Jeudi matin, les Bourses de Tokyo, Shanghai et Hong Kong ont ouvert en nette baisse, plombées par la chute du dollar découlant des déconvenues politiques du président Trump.

A ces événements s'ajoutait une affaire distincte, reflétant selon les détracteurs de l'homme d'affaires son incapacité à exercer la fonction suprême.

Donald Trump aurait donné au chef de la diplomatie russe et à l'ambassadeur de Moscou, dans le Bureau ovale le 10 mai, des informations secrètes sur un projet d'opération du groupe Etat islamique, déclenchant la consternation parmi les élus et dans les milieux du renseignement.

Pour le chef d'Etat, le calendrier est particulièrement inopportun, car il doit s'envoler vendredi pour une tournée internationale de huit jours. AFP 18.05

- Poutine propose de révéler la teneur de la conversation Trump-Lavrov - AFP

Vladimir Poutine s'est ouvertement moqué mercredi du scandale des renseignements confidentiels révélés par son homologue Donald Trump, fustigeant un establishment américain "stupide", et a proposé de révéler la teneur de l'entretien entre son chef de la diplomatie et le président américain.

Le président russe, qui peut observer à distance la multiplication des déboires rencontrés par son homologue américain, s'exprimait pour la première fois sur le scandale des informations classifiées que Donald Trump a livrées, selon le Washington Post, au ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Interrogé lors d'une conférence de presse à Sotchi avec le Premier ministre italien Paolo Gentiloni, le chef de l'Etat russe a manié l'ironie et la critique cinglante pour évoquer l'affaire des divulgations.

"Je devrais adresser une réprimande (à Sergueï Lavrov, ndlr), parce qu'il n'a pas partagé ces informations secrètes avec nous. Ni avec moi, ni avec des représentants des services spéciaux russes", a plaisanté M. Poutine, suscitant l'hilarité de son chef de la diplomatie et de plusieurs hauts responsables russes présents.

Ensuite, redevenant plus sérieux, il a annoncé que "si l'administration américaine l'autorise, nous sommes prêts à fournir l'enregistrement de la conversation entre Lavrov et Trump au Congrès et au Sénat américains".

Dans la foulée de la conférence de presse, le conseiller du Kremlin Iouri Ouchakov, cité par les agences russes, a cependant précisé qu'il ne s'agissait pas d'un "enregistrement audio" mais d'une retranscription "faite par une personne spéciale qui est présente lors des entretiens" de ce genre.

Selon le Washington Post, M. Trump a divulgué des renseignements concernant une opération préparée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), lors d'une rencontre le 11 mai avec Sergueï Lavrov et l'ambassadeur russe aux Etats-Unis Sergueï Kisliak dans le Bureau ovale.

Ces informations avaient été communiquées par un partenaire des Etats-Unis qui n'avait pas donné l'autorisation à Washington de les partager.

Furieux contre M. Trump, le sénateur républicain américain John McCain a affirmé qu'il s'agissait d'un "message inquiétant aux alliés de l'Amérique et à ses partenaires dans le monde".

Aux yeux de M. Poutine, ce scandale met en valeur le climat "grandissant de schizophrénie politique" aux Etats-Unis.

"Que vont inventer de plus ces personnes qui génèrent ces bêtises? S'ils ne comprennent pas qu'ils portent préjudice à leur propre pays, ils sont tout simplement stupides. S'ils comprennent tout, ils sont dangereux et malhonnêtes", a-t-il estimé.

Donald Trump lui-même s'est défendu sur Twitter, de son "droit" à partager des informations concernant "le terrorisme et la sécurité aérienne".

Une opinion partagée mercredi par la Première ministre Theresa May: "les décisions concernant le sujet de discussion du président Trump avec les gens qu'il reçoit à la Maison Blanche sont du ressort du président Trump", a déclaré Mme May.

"Nous continuons à travailler avec les Etats-Unis et nous continuons à partager des renseignements avec les Etats-Unis, comme nous le faisons avec d'autres de par le monde", a-t-elle insisté.

Un responsable de l'administration américaine a confirmé mardi soir à l'AFP des informations du New York Times selon lesquelles le renseignement partagé par le président américain provenait d'Israël où Donald Trump est attendu la semaine prochaine.

Pour sa part, Israël adoptait mercredi un profil très bas devant ces informations, se gardant de les commenter directement. AFP17.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Le président brésilien mis en cause par un homme d'affaires - Reuters

Le président brésilien Michel Temer a acquiescé au versement d'une somme d'argent à un témoin clé dans le scandale Petrobras afin qu'il reste silencieux, selon le témoignage d'un homme d'affaires, rapporte mercredi le quotidien O Globo.

1- Grèce

1.1- Grèce : mobilisation générale contre l'austérité - euronews.com

Journée sous tension en Grèce, alors que le pays est paralysé par une nouvelle grève générale contre l'austérité. A Athènes, des protestataires ont jeté des cocktails molotov sur les forces de l'ordre, qui ont répliqué par des gaz lacrymogènes.

Parallèlement à ces incidents, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour dire non à de nouvelles baisses de retraites ou hausses d'impôts dictées par les créanciers, en échange du versement d'une nouvelle tranche d'aide.

La grève, qui affecte notamment les transports, rassemble les secteurs public et privé.

“Quand vous faites face à une attaque massive, vous répondez par une mobilisation massive. C'est une attaque qui frappe et achève les pensions de retraites, les contrats entre employeurs et syndicats, les petites et moyennes entreprises, qui représentent 92% de l'économie grecque”, souligne Thanos Vassilopoulos, vice-président de la fédération des employés du secteur privé.

Justement, les syndicats des petites et moyennes entreprises protestent notamment contre l'ouverture des magasins le dimanche. Une réforme réclamée par les créanciers. “Nous n'allons pas forcément gagner plus si les magasins restent ouverts le dimanche. Nous sommes des êtres humains, nous ne pouvons pas travailler comme des esclaves toute la semaine. Et au service de qui ? Les gens n'attendent pas le dimanche pour faire leurs courses.”, indique Efi Michali, représentante des employés du secteur cosmétique.

Après ces réformes, Athènes espère tourner la page de l'austérité et ouvrir les discussions sur l'allègement de sa dette publique.

De notre correspondante à Athènes, Symela Touchtidou : “Cette mobilisation se termine ce jeudi, jour où le Parlement doit voter les mesures imposées par les créanciers. Athènes croit qu'après ces nouvelles réformes, l'économie grecque, la seule de la zone euro à être toujours en récession, retrouvera le chemin de la croissance.” euronews.com 17.05

1.2- «Quitter la Grèce, c'est l'ambition de tous les jeunes» - Liberation.fr

Confrontés à un taux de chômage abyssal, les étudiants grecs renouent avec l'émigration. Un drame pour Athènes, qui voit fuir ses diplômés les plus qualifiés. Liberation.fr 17.05

La énième grève générale qui n'aura servi strictement à rien.

Le plus étonnant, c'est une façon de parler, c'est qu'aucun parti ouvrier n'expliquera aux militants et aux travailleurs pourquoi et comment les Grecs en sont arrivés là, quels sont les véritables rapports entre les classes, mais aussi entre les classes et le régime, les institutions, comment

peut-on en arriver à un tel degré de confusion, de soumission à l'ordre établi, jusqu'à quel degré d'avilissement on peut descendre, combien d'humiliations et de frustrations on peut subir sans remettre en cause les fondements de la société qui se confondent avec le capitalisme.

Adopter ce comportement conduit à tout justifier hypocritement, en permanence, à s'abaisser toujours plus au point d'y perdre toute notion de dignité, d'humanité, on en arrive à adopter l'idéologie de la classe dominante ou notre mode de pensée en est fortement imprégné, on est pris dans un engrenage infernal qui nous entraîne toujours plus bas où l'idée même de liberté devient incongrue, inaccessible, on est pour ainsi dire bon pour l'abattoir.

Ce qui vaut aujourd'hui pour la Grèce, valait déjà pour les Etats-Unis et une multitude de pays, vaudra demain pour la France.